

Feuille de route 2026-2031
Sandra Johnson lance les consultations nationales au nom du Président du Conseil P.2



N° 964 du 13 mai 2026 Prix 250 F cfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

OEACP-UE

Hadja Mémounatou IBRAHIMA réaffirme l'engagement du Parlement de la CEDEAO pour la paix P.7



Nord-Togo

Faire rassurer et mobiliser

 P.3

INTERVIEW – PASTEUR EDOH KOMI P.4

« Le 28 Mai, nous venons enterrer le crayon de Berlin 1885 et prendre possession de nos mers, de nos terres, de notre destin »



Akassimé

Le meeting où les chaises étaient majoritaires P.6



Communiqué de presse

Mixx accélère l'adoption de l'interopérabilité dans l'UEMOA avec des transferts de Mixx Togo vers la zone UEMOA à 0 FCFA P.7

LE MMLK VEUT IMMORTALISER PAPA ASSIAKOLEY ET REBAPTISER LA MAISON DES ESCLAVES D'AGBODRAFO

Le Mouvement Martin Luther King (MMLK) a rendu un vibrant hommage à Papa Assiakoley, gardien historique de la Maison des Esclaves d'Agbodrafo, décédé le 1er mai 2026 après quarante années consacrées à la préservation de la mémoire africaine.

Dans un communiqué publié le 7 mai à Lomé, l'organisation dirigée par le Pasteur Edoh Komi a salué la mémoire d'un homme décrit comme « l'un des fils les plus silencieux, discrets mais les plus grands » du Togo. Pendant quatre décennies, Papa Assiakoley a veillé sur ce haut lieu de mémoire lié à la traite négrière, incarnant, selon le MMLK, « la mémoire debout » d'un pan douloureux de l'histoire africaine.

Le mouvement souligne que le défunt n'était « ni ministre, ni député », mais qu'il a accompli une mission essentielle : empêcher l'Histoire de sombrer dans l'oubli. Malgré des conditions modestes et l'absence de reconnaissance officielle majeure, il serait resté fidèle à son engagement de transmission de la mémoire collective aux générations présentes et futures.

Face à cette disparition, le MMLK appelle les autorités togolaises à poser des actes forts pour honorer son héritage. L'organisation recommande notamment de rebaptiser la Maison des Esclaves d'Agbodrafo en « Porte de la Renaissance – Mémorial Assiakoley », afin d'associer durablement le nom du disparu à ce symbole historique national et africain.

Le mouvement propose également l'institution du 1er mai comme « Journée nationale de la mémoire contre l'oubli » et l'inscription de Papa Assiakoley au Panthéon des héros de la mémoire togolaise.

En conclusion de son message, le MMLK a adressé un dernier hommage au gardien du site mémoriel d'Agbodrafo : « Papa Assiakoley, que la terre d'Agbodrafo te soit légère ! »

La rédaction

Feuille de route 2026-2031

SANDRA JOHNSON LANCE LES CONSULTATIONS NATIONALES AU NOM DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

Le gouvernement togolais a officiellement lancé lundi dernier, à Lomé la première phase des consultations nationales consacrées à l'élaboration de la nouvelle feuille de route gouvernementale 2026-2031. Une démarche voulue inclusive et participative par le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, afin de définir les nouvelles priorités stratégiques du pays pour les cinq prochaines années.

Présidée par la ministre, secrétaire générale de la Présidence du Conseil, Sandra Ablamba Johnson, représentant le Président du Conseil, cette rencontre a réuni les partenaires techniques et financiers, les représentants des organisations internationales, des institutions de la République ainsi que plusieurs acteurs du développement. Elle marque le début d'un vaste processus d'échanges qui se poursuivra dans les régions Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes, avec la participation du secteur privé, de la société civile et des forces vives de la Nation.

Dans son allocution d'ouverture, Sandra Ablamba Johnson a rappelé que cette initiative s'inscrit dans la continuité du message à la Nation prononcé le 27 avril dernier par le Président du Conseil à l'occasion du 66e anniversaire de l'accession du Togo à la souveraineté internationale. À cette occasion, Faure Gnassingbé avait insisté sur la nécessité de construire une stratégie nationale portée collectivement par l'ensemble des Togolais.

Avant d'aborder les nouvelles ambitions du pays, le gouvernement a dressé le bilan de la feuille de route 2020-2025, mise en œuvre dans un contexte international particulièrement difficile, marqué par la pandémie de Covid-19, la crise climatique, la guerre en Ukraine, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et l'expansion de l'insécurité au Sahel vers les pays du Golfe de Guinée.

Malgré ces chocs multiples, le Togo a maintenu une dynamique économique jugée solide. Selon les chiffres présentés lors des échanges, le pays a enregistré une croissance moyenne d'environ 6 % sur la période. Le produit intérieur brut est passé à 6 919,1 milliards de FCFA en 2025, contre 6 453,6 milliards en 2024, tandis que le PIB par habitant dépasse désormais les 1 350 dollars. Dans le même temps, l'inflation est restée maîtrisée à 0,4 %, bien en dessous du seuil communautaire fixé dans l'espace sous-régional.

Le gouvernement met également

en avant les avancées enregistrées dans l'amélioration du climat des affaires. Le Togo figure désormais parmi les pays les mieux classés du continent dans plusieurs évaluations internationales, notamment au deuxième rang africain dans le classement Women, Business and the Law et au troisième rang en Afrique subsaharienne dans le classement Business Ready de la Banque mondiale. Des performances qui consolident l'image du pays comme plateforme logistique et terre d'attraction des investissements privés en Afrique de l'Ouest. Sur le plan social, les autorités saluent une progression significative du pays dans le domaine du développement humain. Le Togo est passé de la catégorie des pays à indice de développement humain faible à celle des pays à IDH moyen. Dans le secteur de la santé, l'assurance maladie universelle couvre aujourd'hui plus de 4,4 millions de

2031 reposera ainsi sur trois grandes orientations stratégiques définies par le Président du Conseil devant le Parlement en décembre 2025 : « Protéger », « Rassembler » et « Transformer ».

Protéger, pour consolider la paix, la sécurité et la résilience nationale face aux crises ; rassembler, pour renforcer la cohésion sociale, le leadership républicain et l'inclusion ; transformer enfin, pour bâtir une économie plus compétitive, plus inclusive et mieux adaptée aux défis du XXIe siècle.

Sandra Ablamba Johnson a insisté sur la nécessité d'une planification plus rigoureuse, fondée sur des priorités clairement définies, des indicateurs mesurables et une gestion plus efficiente des ressources publiques. Selon elle, les multiples crises internationales imposent désormais une sélectivité accrue dans les investissements et une meilleure coordination des actions



personnes. Le programme WEZOU a permis d'offrir plus de 5,5 millions de prestations à près de 990 000 femmes enceintes, contribuant à la réduction de la mortalité maternelle et infantile. L'accès à l'électricité dépasse désormais 75 % de la population, tandis que le Fonds national de la finance inclusive a mobilisé plus de 118 milliards de FCFA de crédits au profit de 1,9 million de bénéficiaires, majoritairement des femmes.

Pour les autorités, ces résultats traduisent la résilience de l'économie togolaise et la pertinence des réformes engagées ces dernières années. Mais face à un environnement mondial devenu plus instable, marqué par le ralentissement économique, la volatilité des marchés, les défis sécuritaires et l'accélération des mutations technologiques, le gouvernement entend désormais renforcer davantage la résilience structurelle du pays.

La future feuille de route 2026-

publiques afin de maximiser leur impact sur les populations.

Le gouvernement souhaite ainsi faire de cette nouvelle feuille de route un document partagé et porté par tous les acteurs nationaux. « Cette stratégie ne peut réussir que si elle vous appartient à tous », avait déclaré Faure Gnassingbé dans son adresse à la Nation du 27 avril dernier, soulignant que « l'avenir du Togo se construira avec tous les Togolais ».

Les consultations engagées à Lomé constituent donc la première étape d'un processus national appelé à enrichir les réflexions du gouvernement avant l'adoption définitive de la feuille de route 2026-2031. Pour les autorités, l'objectif est clair : bâtir une nouvelle stratégie capable de transformer concrètement les conditions de vie des Togolaises et des Togolais, tout en consolidant les bases d'un développement durable, inclusif et résilient.

El Hadj Bouraïma TCHABORE

Nord-Togo

FAURE RASSURE ET MOBILISE

Face à une menace sécuritaire persistante dans la région des Savanes, le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, a effectué le 7 mai dernier une visite stratégique auprès des forces engagées dans l'opération Koundjoaré. Une présence forte du chef suprême des armées sur le théâtre des opérations qui traduit la volonté des autorités togolaises de maintenir une vigilance maximale aux frontières septentrionales du pays. Le déplacement présidentiel a débuté par une séance de travail au Poste de Commandement Opérationnel, où les responsables militaires ont présenté un état des lieux détaillé de la situation sécuritaire ainsi que l'évolution des opérations en cours. Cette étape a permis au chef de l'exécutif de prendre la mesure des défis auxquels font face les unités déployées sur le terrain et de définir de nouvelles orientations destinées à renforcer la capacité d'intervention et l'efficacité opérationnelle des forces de défense et de sécurité. Lancée officiellement en septembre 2018, l'opération

Koundjoaré constitue l'un des plus importants dispositifs sécuritaires déployés par le Togo dans sa partie septentrionale. Mise en place dans un contexte de dégradation progressive de la situation sécuritaire au

intensifié au fil des années avec l'extension de la menace terroriste vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Le nom "Koundjoaré", qui renvoie à une notion de vigilance et de protection dans les



Sahel et dans plusieurs pays voisins, cette opération vise principalement à protéger les populations, sécuriser les frontières et prévenir toute infiltration de groupes armés extrémistes sur le territoire togolais. Son déploiement s'est

langues locales du Nord-Togo, symbolise la volonté des autorités togolaises de bâtir un véritable rempart sécuritaire face aux risques d'incursions armées et d'attaques terroristes. Depuis sa création, l'opération mobilise des unités

militaires, des forces de sécurité ainsi que des moyens logistiques renforcés dans plusieurs localités stratégiques de la région des Savanes.

Après la réunion stratégique au Poste de Commandement Opérationnel, le Président du Conseil s'est rendu à Tchamonga, dans la zone frontalière Est de la région des Savanes, où il a rencontré les militaires mobilisés dans le cadre de cette opération. Dans une atmosphère marquée par la détermination et la vigilance, le chef des armées a tenu à témoigner sa reconnaissance aux soldats pour leur engagement constant dans un contexte régional particulièrement sensible. Cette visite a surtout été perçue comme un signal fort de soutien moral et institutionnel aux troupes engagées

dans la sécurisation du territoire national.

Les autorités togolaises mettent en avant les résultats enregistrés sur le terrain grâce à la mobilisation des forces armées, tout en insistant sur la nécessité d'une coopération

renforcée avec les pays voisins confrontés aux mêmes défis sécuritaires. La stratégie togolaise repose désormais sur une approche globale combinant action militaire, coopération régionale et renforcement de la résilience communautaire.

Dans cette dynamique, plusieurs mécanismes étatiques accompagnent les opérations de défense, notamment le Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent et le Programme d'Urgence pour le renforcement de la résilience et de la sécurité des communautés. Ces initiatives visent à réduire les vulnérabilités sociales dans les zones exposées et à consolider la stabilité au sein des populations frontalières.

Alors que l'insécurité continue de fragiliser plusieurs pays de la sous-région ouest-africaine, le Togo entend maintenir une posture offensive et préventive afin de préserver l'intégrité du territoire et la sécurité des citoyens. Cette descente de Faure Gnassingbé au plus près des unités engagées dans Koundjoaré apparaît ainsi comme un message de fermeté, mais aussi comme la démonstration d'un engagement direct du pouvoir dans la gestion des enjeux sécuritaires nationaux.

La rédaction

Tribune de Trimua

QUAND CERTAINS DÉCOUVRENT LE COURAGE... PAR PROCURATION

Depuis quelques jours, un texte présenté comme une "analyse stylistico-herméneutique" de la tribune de Christian Trimua sur la Cinquième République togolaise circule abondamment sur les réseaux sociaux et dans certains cercles politiques. Le document, long de plusieurs dizaines de pages, tente de faire croire que derrière les écrits de l'ancien ministre et juriste se cacheraient en réalité une critique déguisée du régime parlementaire togolais et même une dénonciation subtile du fonctionnement institutionnel actuel.

Rien que ça.

Mais à regarder les choses avec un peu de recul et surtout beaucoup moins de fantasme politique, cette prétendue "découverte" ressemble davantage à une opération de récupération intellectuelle tardive qu'à une véritable révélation académique. Car enfin, de quoi parle-t-on exactement ? Christian Trimua est un cadre du parti UNIR, majorité au pouvoir, juriste de formation, enseignant de droit public et ancien membre de plusieurs gouvernements. Il est parfaite-

ment dans son rôle lorsqu'il intervient sur des sujets institutionnels, constitutionnels ou politiques. Et surtout, il n'est ni le premier ni le dernier cadre de la majorité à produire une réflexion universitaire sur la Cinquième République.

Avant lui, d'autres universitaires et cadres de l'UNIR comme le Professeur Dodzi Korokoko, le Professeur Kpodar et plusieurs autres ont publiquement livré leurs analyses sur le nouveau régime parlementaire togolais. Certains dirigent aujourd'hui des départements ministériels, d'autres des institutions de la République, tout en restant membres assumés de la majorité présidentielle. Où est donc le prétendu "séisme politique" ?

En réalité, la tribune de Trimua n'a rien apporté d'extraordinaire sinon participer à un débat doctrinal normal autour d'un système institutionnel encore récent et naturellement appelé à être observé, analysé et amélioré à travers la pratique. C'est d'ailleurs ce qu'expliquent calmement plusieurs cadres de l'UNIR, loin de l'agitation théâtrale entretenue sur les réseaux sociaux.

Contacté sur la polémique artificiellement créée autour de cette tribune, un cadre du parti UNIR a d'ailleurs balayé toute tentative de dramatisation : « À UNIR, majorité au pouvoir, nous acceptons le pluralisme d'opinion et M. Trimua, juriste, enseignant de droit, cadre de notre grand parti UNIR, a son mot à dire et est libre. À UNIR, ce n'est pas comme dans d'autres partis politiques que vous connaissez et qui ont instauré la dictature, empêchant d'autres opinions de s'exprimer. Il y en a plein, mais je ne citerai pas. Il n'y a donc rien à dire, notre président du Conseil est ouvert à tout. Et puis nous ne voyons pas ce qu'il y a de polémique autour de cette tribune. »

De quoi refroidir ceux qui tentaient déjà de transformer un simple débat académique en scénario hollywoodien de fracture politique.

Le plus étonnant dans cette affaire reste surtout l'attitude de certains analystes improvisés qui découvrent soudainement dans le texte de Trimua des "messages cachés", des "critiques voilées" et des "condamnations silencieuses". Une

question simple mérite pourtant d'être posée : pourquoi avoir attendu la tribune de Trimua pour produire cette avalanche d'interprétations pseudo-révolutionnaires alors que la Cinquième République est déjà en place depuis plusieurs mois ?

Pourquoi ces brillants analystes n'ont-ils pas eu ce courage intellectuel dès les premiers débats constitutionnels ? Pourquoi ce silence prudent hier et cette soudaine audace aujourd'hui, uniquement après qu'un cadre reconnu du système a publié une réflexion universitaire ?

C'est là que le discours devient moins académique et beaucoup plus politique

Car ce comportement ressemble davantage à du poltronisme intellectuel qu'à l'héroïsme doctrinal que certains essaient maladroitement de mettre en scène. On attend qu'un cadre du pouvoir parle pour ensuite tenter de lui faire dire ce qu'il n'a jamais dit. On se cache derrière les mots d'un autre pour donner l'impression d'une audace personnelle qu'on n'a jamais assumée soi-même.

Et cela relève aussi d'un opportunisme assez visible

Transformer une réflexion universitaire en "acte de résistance cachée" permet surtout à certains de récupérer médiatiquement un texte qui, au dé-

part, n'avait rien d'un pamphlet politique. À force de vouloir absolument fabriquer des crises imaginaires, certains finissent par projeter leurs propres frustrations dans des textes qui n'en demandaient pas autant.

La vérité est beaucoup plus simple : dans un grand parti politique comme UNIR, des cadres réfléchissent, débattent, écrivent et confrontent leurs idées sans que cela ne signifie automatiquement désaveu, rupture ou guerre interne. Ce fonctionnement normal du pluralisme semble malheureusement déranger ceux qui sont habitués aux partis où toute voix divergente est immédiatement étouffée.

Finalement, le seul véritable "coup dur" dans cette affaire semble surtout être dans la tête de ceux qui veulent à tout prix transformer une contribution doctrinale en bombe politique. Mais à force de chercher des conspirations intellectuelles partout, certains finissent surtout par exposer leurs propres limites d'analyse.

Au fond, cette agitation excessive autour de la tribune de Trimua révèle peut-être une chose très simple : certains avaient besoin d'un texte universitaire pour tenter enfin de dire timidement ce qu'ils n'avaient jamais eu le courage d'assumer ouvertement eux-mêmes.

INTERVIEW – PASTEUR EDOH KOMI

« LE 28 MAI, NOUS VENONS ENTERRER LE CRAYON DE BERLIN 1885 ET PRENDRE POSSESSION DE NOS MERS, DE NOS TERRES, DE NOTRE DESTIN »

À quelques semaines de la Convention de la Renaissance Africaine prévue le 28 mai 2026 à Lomé, le Pasteur Edoh Komi, Président du Mouvement Martin Luther KING, initiateur de ladite Convention, multiplie les appels à une prise de conscience panafricaine autour de l'héritage de la Conférence de Berlin et de ses conséquences sur le continent africain. À travers l'Institut Panafricain pour la Réhabilitation Alternative, le Président du MMLK entend faire de Lomé le point de départ d'un nouveau récit africain, fondé sur la souveraineté, la mémoire historique et la renaissance des peuples africains. Dans cette interview, il revient sur les ambitions de cet événement annoncé comme historique, les objectifs de l'IPRA et sa vision d'une Afrique libérée des héritages coloniaux.

1. Edoh Komi, pourquoi avoir choisi précisément Lomé pour lancer cette Convention de la Renaissance Africaine du 28 mai 2026 ?

Parce que Lomé n'est pas un choix symbolique. C'est un choix chirurgical.

Berlin 1885 a tracé des lignes sur une carte sans consulter un seul Africain.

Résultat : aujourd'hui, le Togo et le Ghana se disputent les eaux marines dans le golfe de Guinée.

Des frontières maritimes tracées à Berlin en 1885 génèrent encore des tensions, des blocages économiques, et des pertes pour nos pêcheurs en 2026.

Lomé est le lieu où la blessure saigne.

C'est ici que la cartographie coloniale frappe encore l'économie réelle du Togo.

C'est ici que nous devons signer l'acte de décès de cette cartographie.

L'Afrique n'attend plus. Elle agit.

Le 28 Mai, nous ne venons pas parler du passé.

Nous venons enterrer le crayon de Berlin 1885 et prendre possession de nos mers, de nos terres, de notre destin.

Lomé devient le lieu où le crayon se brise et où le serment commence.

2. Pour vous « Berlin a tué l'Afrique avec un crayon et une règle ». Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'héritage concret de la Conférence de Berlin dans les réalités africaines actuelles ?*

Berlin 1885 n'est pas de l'histoire. C'est l'architecture de notre misère actuelle.

54 micro-États, franc CFA, dette, bases militaires étrangères.

Avant, l'Afrique était le problème à résoudre. Aujourd'hui, le récit a basculé.

L'Afrique est la solution qui s'impose. Tant que Berlin 1885 vit dans nos têtes, l'Afrique saigne. Le 28 Mai, nous signons l'acte de décès.

3. Vous présentez l'Institut Panafricain pour la Réhabilitation Alternative comme une "arche" destinée à ressusciter l'Afrique. Concrètement, quelles seront les premières actions de l'IPRA après cette

convention ?*

L'IPRA est une arche. Elle ne sauve pas avec des discours. Elle sauve avec 5 actes immédiats :

ACTE 1 – L'ACTE DE LOMÉ / LE SERMENT DE LOMÉ

Préambule prophétique :

« Peuples d'Afrique, voyez ce que je vois et sentez ce que je sens pour le continent.

Je vois un continent qui se lève après 141 ans de division.

Je sens la terre trembler sous les pas de 1,4 milliard qui refuse de rester esclave de Berlin 1885.

Serment :

Nous, peuples d'Afrique, réunis à Lomé le 28 Mai 2026, déclarons solennellement :

1. Nous refusons toute légitimité aux frontières et traités nés de la Conférence de Berlin 1885.

2. Nous nous engageons à rebâtir l'Afrique par zones de civilisation, sans visa, sans barrière, sans honte.

3. Nous faisons de l'IPRA la sentinelle : L'IPRA VEILLE AUX GRAINS.

Ce serment sera déposé à l'Union Africaine, à l'ONU, à la CEDEAO comme acte juridique et moral du peuple africain.

ACTE 2 – LE FONDS SOUVERAIN CAN 2028*

Fini de financer notre propre culture avec l'argent de ceux qui nous pillent.

TotalEnergies et d'autres multinationales étrangères saignent nos économies depuis des décennies : elles exploitent notre pétrole, notre gaz, nos ressources, sans payer les impôts et les taxes qu'elles devraient.

L'IPRA lance le Fonds Souverain pour que l'Afrique finance son football, ses médias, ses universités, sa défense avec son propre argent.

Quand tu paies toi-même, tu décides toi-même.

ACTE 3 – LA BRIGADE DE LA MÉMOIRE

Former 10 000 jeunes en 12 mois à déconstruire la propagande coloniale dans les écoles, universités, médias, églises. Objectif : tuer le mensonge dans les têtes avant qu'il ne tue la nation.

ACTE 4 – LE JARDIN MÉMORIEL DES HÉROS À ADDIS-ABEBA

Un peuple sans mémoire est un navire sans boussole.

L'IPRA propose qu'à Addis-Abeba, dans le pays du vainqueur Ménélik II, soit érigé un jardin mémoriel des héros de la résistance africaine.

Un lieu où chaque enfant africain viendra lire les noms de Lumumba, Sankara, Kadhafi, et des 1,4 milliard d'anonymes qui ont refusé de plier.

Lomé enterre Berlin 1885. Addis ressuscite la mémoire des vainqueurs.



ACTE 5 – L'ÉCOLE DES HÉROS

L'IPRA lance la création d'une École des Héros panafricaine, en présentiel et en ligne.

Objectif : former la jeunesse à l'histoire réelle de l'Afrique, à la pensée stratégique, au leadership souverain.

Programme :

- Histoire de la résistance africaine de l'Égypte antique à l'AES

- Pensée économique souveraine : Kwame Nkrumah, Cheikh Anta Diop, Thomas Sankara

- Leadership pratique : comment bâtir, négocier, résister

L'École des Héros donne la boussole. La jeunesse donne la vitesse.

Et au-dessus de tout ça : L'IPRA veille aux grains. Ça veut dire : on ne dort plus.

Maintenant, il y a des sentinelles.

L'IPRA veille aux grains pour que Lomé enterre Berlin 1885, pour qu'Addis-Abeba érige le jardin mémoriel des héros du pays de Ménélik II, pour que l'École des Héros donne une boussole à la jeunesse.

Un peuple sans mémoire est un navire sans boussole.

L'IPRA donne la boussole. La jeunesse prend la mer. Et après le 28 Mai, l'Afrique entière dira ensemble :

L'IPRA VEILLE AUX GRAINS.* QUI IL EN SOIT AINSI !

4. Vos discours évoquent souvent la destruction des "frontières de Berlin". S'agit-il d'un symbole politique, d'un projet institutionnel ou d'une vision panafricaine plus large ?*

C'est les trois à la fois.

Symbole : Tant que la carte de Berlin 1885 est dans nos têtes, nous pensons petit.

Institutionnel : Nous lançons à Lomé le processus de fusion monétaire, sécuritaire et économique par zone de civilisation.

Vision : Une Afrique sans visa pour ses fils, sans barrière pour ses marchandises, sans honte pour son histoire.

5. Vous parlez également des "fausses indépendances". Quels sont les principaux mécanismes qui maintiennent encore l'Afrique dans la dépendance ?

Trois mécanismes :

1. La dette programmée : Emprunter en dollar, rembourser en sacrifice social.

2. Le franc CFA : Une monnaie étrangère imprimée à Paris qui contrôle notre inflation.

3. La sécurité externalisée : Des bases étrangères qui décident qui est "terroriste".

C'est la colonisation 2.0. Plus subtile, plus profonde.

6. En quoi le combat de Lumumba, Sankara, Kadhafi inspire-t-il votre démarche ?

Ils ont payé pour nous montrer le chemin.

Lumumba : « Nous ne voulons plus de l'indépendance de façade ».

Sankara : « Produisons ce que nous consommons ».

Kadhafi : « L'Afrique doit avoir sa banque, sa monnaie, sa défense ».

Ils ont été tués parce qu'ils avaient raison trop tôt.

Aujourd'hui, leur sang devient semence. L'IPRA termine ce qu'ils ont commencé.

7. Quel message à la jeunesse africaine avec "1,4 milliard d'Africains procureurs" ?

Jeunes d'Afrique : vous n'êtes pas une génération perdue. Vous êtes la génération du jugement.

L'Afrique n'attend plus. Elle agit.

Le 28 Mai, vous n'êtes pas in-

vités. Vous êtes convoqués.

Votre rôle est de témoigner, de signer, et de ne plus jamais vous taire.

Et à la fin, vous direz :

L'IPRA veille aux grains. Qui il en soit ainsi !

8. Certains jugent vos discours radicaux ou utopiques. Que répondez-vous ?*

L'abolition de l'esclavage était utopique en 1800. La chute du mur de Berlin était utopique en 1988.

Ce qui est utopique aujourd'hui devient évidence demain quand 1,4 milliard décide.

Berlin 1885 est mort. Nous l'enterrons.

9. Comment conciliez-vous engagement spirituel et combat panafricain ?*

Sans l'Esprit, c'est du nationalisme. Avec l'Esprit, c'est une résurrection.

La Bible est l'histoire d'un peuple esclave devenu nation.

Exode est notre programme. On prie à 4H du matin, et on marche à 10H00 à Lomé.

10. Pensez-vous que l'Afrique entre dans une nouvelle phase d'émancipation ? Quels signes ?*

Oui. La peur a changé de camp depuis l'AES.

Des jeunes au Mali, Niger, Burkina parlent de souveraineté sans trembler.

Paris négocie ce qu'elle imposait hier.

La jeunesse ne rêve plus de visa. Elle rêve de construction.

11. Quel appel solennel lancerez-vous à Lomé le 28 mai ?

Aux dirigeants : Signez l'Acte de Lomé ou l'histoire vous jugera comme administrateurs coloniaux.

À la diaspora: Revenez avec vos compétences, pas seulement avec vos dollars.

Aux peuples Levez-vous. La liberté ne se mendie pas. Elle se prend.

Et à tous, je dis ce que l'Esprit me dit ce soir :

« Peuples d'Afrique, voyez ce que je vois et sentez ce que je sens pour le continent. »

Voyez l'Afrique sans visa pour ses fils.

Sentez l'Afrique qui finance son destin avec son argent.

Voyez Lomé enterrer Berlin 1885.

Sentez Addis ressusciter la mémoire des héros.

L'occident a peur de 1,4 milliard d'âmes acteurs et non spectateurs.

Envoyez nos publications à 5 personnes.

Dites que Lomé le 28 Mai va enterrer les frontières de Berlin 1885.

Voyez ce que je vois venir. Sentez ce que je sens pour l'Afrique après le 28 Mai à Lomé.

L'IPRA VEILLE AUX GRAINS. QUI IL EN SOIT AINSI !

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 11 AU 17 MAI 2026

Agoè-Nyivé 1

LA CCI-TOGO RAPPROCHE SES SERVICES DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

La Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) renforce sa présence territoriale avec l'ouverture officielle d'un bureau régionale du Grand Lomé. Situé dans la commune d'Agoè-Nyivé 1, ce nouveau bureau a été inauguré le mardi 5 mai 2026.

L'initiative vise à rapprocher davantage les services consulaires des usagers, faciliter l'accès des opérateurs économiques à l'information et aux dispositifs d'accompagnement et renforcer l'ancrage territorial des instruments d'appui aux entreprises.

Selon le ministre de l'économie et de la vieille économique, Badanam Patoki, cette démarche s'aligne sur la politique de décentralisation et de déconcentration engagée par le gouvernement.

Il a souligné que le développement économique doit désormais se construire à partir des territoires, avec une implication accrue des collectivités locales et des acteurs économiques.

Le ministre a également insisté sur le rôle central du secteur privé dans la dynamique de dé-



veloppement local, rappelant que des entreprises fortes, innovantes et structurées sont indispensables à la création de richesse et d'emplois.

Badanam Patoki a, par ailleurs, salué l'engagement de la CCI-Togo à accompagner les orientations gouvernementales en se rapprochant davantage des opérateurs économiques.

Pour sa part, le président de la CCI-Togo, Dr José Kwassi Symenouh a expliqué que l'ouverture de cette délégation régionale qui est la sixième traduit une vision stratégique visant à rendre l'institution plus accessible, plus efficace et plus proche des réalités économiques locales. Il a rappelé que la proximité ne doit pas être une simple déclaration d'intention, mais une réalité concrète, visible et utile pour les entreprises. À travers cette nouvelle implantation, la CCI-

Togo entend offrir aux opérateurs économiques un cadre d'accueil, d'orientation et d'accompagnement adapté à leurs besoins.

Le bâtiment inauguré abrite non seulement la délégation régionale du Grand Lomé, mais également la direction centrale de coordination des régions, chargée d'harmoniser les actions des différentes représentations sur le territoire national. Il accueille aussi une unité dédiée à la valorisation des résultats de recherche et d'innovation.

Les opérateurs économiques, les jeunes entrepreneurs, les porteurs de projets, les organisations professionnelles sont donc invités à s'approprier cet espace qui est un véritable centre de services et d'accompagnement au développement des activités économiques.

AfiRachel

PHARMACIE A DIEU LA GLOIRE
Légbassito, non loin du marché
93 26 36 00

PHARMACIE ADJOLOLO
Nyékonakpoè, BP 4235
22 21 05 13

PHARMACIE ADONAÏ
Face motel plantation, entre commissariat d'agoè et FIL O Parc, 03 BP31008
22 50 04 05

PHARMACIE ADOUNI
Vakposito logogome, carrefour AISED
70 39 39 39

PHARMACIE AGBEGNIGAN
Tokoin Ramco - Gbadago, Av de la Libération, près du PRET A MANGER
70 20 00 00

PHARMACIE ALTA
Agoè Anonkui Route Mission Tové en face du Centre Culturel Loyola
22259447

PHARMACIE AMEN
Marché Adétikopé, près de l'Eglise Catholique Christ-Roi
90 88 55 88

PHARMACIE AMESSIAME
Bd. F H Boigny près du marché de Bè, BP 61720
22 21 49 74

PHARMACIE APOTHEKA
5122, bd Jean Paul II, face siège fédération togolaise de Football kégué, BP 31124
22 61 57 57

PHARMACIE AVEPOZO
A 600m restaurant Alice, Bè-kome, avépozo, 04 BP 353 Lomé 04
22 27 04 86

PHARMACIE BAGUIDA
Rte baguida-dévégé, BP 60767
22 35 47 77

PHARMACIE BAH
2283, Bd. Du Zio, face EPP, Hédzranawoè, BP 20519
22 26 03 20

PHARMACIE BEL AIR
1 rue du commerce, face cinéma OPERA BP 13115
22 21 03 21

PHARMACIE BESDA
Adidogomé Aménopé, Route de Kpalimé
22 51 05 29

PHARMACIE CHRIST ROI
Raffinerie vers le petit marché, kagomé, BP 1409
22 27 46 66

PHARMACIE CITRUS
ATTIEGOU CARREFOUR DVA SUR LE CONTOURNEMENT LOME
70 44 59 24

PHARMACIE CONSEIL
Carrefour du CEG Sagbado Logoté
93 10 92 92

PHARMACIE DE LA CHARITE
Non loin de CEG agoè nyivé centre, BP 7856
22 25 12 60

PHARMACIE DE LA CITE
Bd ; du 30 Août cité n'danida BP 8461
22 25 01 25

PHARMACIE DE LA MAIRIE
Nyékonakpoè, en face de la mairie centrale
91032121

PHARMACIE DE L'HOPITAL
Face CHU Tokoin, BP 12045
22 20 08 08

PHARMACIE DE L'OCAM
30, rue de l'entente BP 3697
22 21 62 05

PHARMACIE DELALI
Face CMS de cacaveli, 04 BP 225
93 64 53 72

PHARMACIE DIVINA GRACIA
Agoè fiovi, rond point Cool Catche
93 83 91 00

PHARMACIE DODJI
Ségbé Akato, Immeuble Akato Plage non loin de l'église Catholique d'Akato
70291677

PHARMACIE DU POINT E
506, rue 129, Aflao Gakli, djidjolé, 08 BP 8589
22 51 91 71

PHARMACIE EPIPHANIA
Rue Lapampa, carrefour Agbénadon, Adidogomé, 04 BP 30446
70 40 10 52

PHARMACIE GBOSSIME
405, Bd. De la Kara, Gbossime, BP 80859
22 22 50 50

PHARMACIE IRIS
Amadahomé, Imm. Havon, non loin de la station de service CAP, Rue 50 m à côté de Cassettes Auto
91684804

PHARMACIE ISIS
835, boulevard Jean Paul II, forever, BP 80121 www.pharmacieisis.com
22 26 90 91

PHARMACIE KOBOYO
DAVIE, route nationale N°1 avant le péage de Tsévié en face de la station Sanol
93704812

PHARMACIE LA BARAKA
Agoè Logopé, non loin de l'Ecoke la BRUYERE à proximité du camp GP
90 17 49 28

PHARMACIE LA FRATERNITE
72, boulevard du Haho, près de clinique st Joseph, BP 80326
22 26 81 55

PHARMACIE LA MAIN DE DIEU
Agoè nouveau marché, vers le camp de police
22 52 77 55

PHARMACIE LA MISERICORDE
52, Boulevard, de l'Oti, Bè-kpota, BP 8223
96 80 09 45

PHARMACIE LA PATIENCE
Djagblé à 300 mètres du CMS Ayokléfé
70052339

PHARMACIE LA SHEKINAH
Ationé, Carrefour Amadenta
93339205

PHARMACIE LAUS DEO
Route de Léo 2000, face clinique Be-

thesda, Adidoadin, 05 BP 21
22 25 15 05

PHARMACIE LIDDY
Agoè - Dikamé, Bernard Copé après la station CAP en face du Camp Fir
70901960

PHARMACIE MAELYS
10620, boulevard Malfakassa, en face de NETADI, Bè Kpota, BP 604
22 27 60 19

PHARMACIE MAINA
Marché Agoè-Assiyéyé
70 43 65 34

PHARMACIE MATTHIA
1048, Avenue de la Libération
22210321

PHARMACIE NABINE
Site à Agoè Anomé, dit plateau (Route Bar le Plateau)
93 36 26 26

PHARMACIE NATION
Totsi en face de l'agence ECOBANK
22 25 99 65

PHARMACIE NELLY'S
Klémé Agbokponou, non loin du château d'eau sur la voie de Ségbé à Sanguéra
92 01 11 00

PHARMACIE OBSERVANCE
SOGBOSSITO, en face de la station Total Energies à Côté du Camp FIR
22504860

PHARMACIE SAG'BIBA
Agoè - Nanégbé, à côté de la station T-OIL
91 83 87 83

PHARMACIE SAINT PIO
Klobatémé, non loin du CMS Klobatémé à côté du Complexe Scolaire Bon Samaritain
93404040

PHARMACIE SAINTE RITA
Rue de France, face Hôtel Sana, Doulassamé, BP 10046
96 80 09 70

PHARMACIE SALA HOUBEIDA
Kélégougan, non loin du rond point O'QUEENS
91911535

PHARMACIE SANGUERA
Entre EPP et le Lycée Sanguéra
70 42 80 80

PHARMACIE VERTE
Avenue du RPT Bè Klikamé, BP 81297
22 25 03 26

PHARMACIE VITAFLORE
Baguida, BP 80531
22 27 06 36

PHARMACIE YEM-BLA
Rue 258, avenue Akwei, face Résidence du Benin, Tokoin-Tamé, Wuiti, BP 20633
22 26 76 51

PHARMACIE ZILIDJI
Derrière le marché d'Agoè Zongo
92616608

RDS souhaite une Prompte guérison aux patients.

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 26 15 54

Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma
Contact: 90 04 71 59
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

Akassimé

LE MEETING OÙ LES CHAISES ÉTAIENT MAJORITAIRES

Annoncé à grand renfort de tambours politiques comme le réveil des foules et le retour triomphal de l'opposition radicale dans les rues de Lomé, le meeting de regroupement de certains partis politiques de l'opposition et d'organisations de la société civile regroupés au sein du CNCC (Cadre national de concertation pour le changement au Togo) à Akassimé, le 09 mai 2026, aura finalement offert un spectacle beaucoup plus proche d'une réunion de quartier que d'une démonstration de force populaire. Entre slogans fatigués, militants clairsemés et leaders en perte manifeste de souffle, l'événement aura surtout confirmé une vérité devenue difficile à cacher : les populations togolaises semblent avoir définitivement tourné la page des vieux refrains politiques sans projet concret.

Il fallait voir l'ambiance sur le terrain. Prévu pour 14h00, présenté comme le "grand rassemblement" des sept partis politiques et associations alliés, le meeting peinait encore à remplir quelques espaces à 15h05. À Akassimé, les organi-

sateurs ont dû faire face à une réalité brutale : la mobilisation annoncée n'a jamais eu lieu. Là où les responsables du CNCC espéraient une marée humaine, c'est une poignée de sympathisants dispersés qui s'est timidement présentée. Le "géant politique" annoncé a, une fois encore, accouché d'une souris.

Et pourtant, Jean-Pierre Fabre, Dodzi Apévon, David Dosseh et leurs alliés avaient tout misé sur cette sortie. Quitte même à donner le sentiment d'abandonner leur responsabilité institutionnelle. Ironie du sort : ceux qui se présentent comme des "élus du peuple" ont préféré boudier l'Assemblée nationale pour aller parler devant des rangées clairsemées. Une posture qui interroge sérieusement sur leur conception même du mandat populaire. Car enfin, à quoi sert d'être élu député si c'est pour désertier l'hémicycle et transformer chaque rendez-vous politique en théâtre de lamentations permanentes ?

Le plus frappant reste surtout l'absence totale d'enthousiasme populaire. Ce meeting, censé marquer un tournant, a

surtout confirmé l'essoufflement d'une opposition enfermée dans les mêmes méthodes, les mêmes discours catastrophistes et les mêmes appels à la tension. Changement de nom, même recette. Hier CRAC, aujourd'hui CNCC. Demain peut-être un autre sigle encore. Mais les Togolais, eux, semblent avoir compris que changer l'étiquette d'un produit ne change pas sa qualité. Le CRAC avait déjà fait... CRAC. Le CNCC, lui, semble parti pour faire "PSCHITT". Et ce n'est pas simplement une question d'organisation ratée. C'est un problème beaucoup

ou le coût de la vie, certains leaders continuent de ne proposer que des meetings sans relief et des discours de confrontation.

À force de vouloir "chauffer le pavé", ils finissent surtout par refroidir leurs propres militants. À force de crier au chaos, ils donnent l'impression d'être devenus prisonniers d'une politique du ressentiment permanent. Et le plus inquiétant pour eux, c'est que même leur propre base semble ne plus suivre.

Cette nouvelle démonstration de faiblesse politique devrait pousser Jean-Pierre Fabre,

convaincre les populations. Or aujourd'hui, le CNCC donne davantage l'image d'un club de nostalgie politique que d'une véritable alternative capable de mobiliser le pays.

Au fond, ce meeting d'Akassimé aura surtout servi de baromètre politique grandeur nature. Et le verdict des populations semble sans appel : assez de vacarme, assez de postures, assez de "grands meetings" qui sonnent creux. Le peuple togolais paraît désormais plus préoccupé par la stabilité, les projets concrets et l'amélioration de ses condi-



plus profond : celui d'une opposition qui ne parvient plus à parler aux préoccupations réelles des populations. Pendant que les citoyens attendent des réponses sur l'emploi, la santé, l'Assurance Maladie Universelle, l'eau, l'électricité

Dodzi Apévon et David Dosseh à un sérieux examen de conscience. Car la politique n'est pas un éternel recyclage des mêmes visages et des mêmes slogans. Elle exige de la vision, de la crédibilité et surtout une capacité réelle à

tions de vie que par les éternelles querelles d'une opposition qui peine visiblement à sortir de son amateurisme chronique. Le CNCC voulait démontrer sa force. Il a surtout exposé sa solitude.

LOMÉ MOBILISE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE POUR UN TOURNANT DÉCISIF EN FAVEUR DE LA NUTRITION ET DE LA PETITE ENFANCE

La capitale togolaise accueille du 11 au 13 mai 2026 une conférence régionale de haut niveau consacrée à la nutrition et au développement de la petite enfance, une initiative d'envergure inédite en Afrique subsaharienne, portée par le Gouvernement togolais en partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale et le Mécanisme de Financement Mondial (GFF). Cette rencontre réunit gouvernements, agences onusiennes, partenaires techniques et financiers, secteur privé et société civile autour d'un constat alarmant mais aussi d'une ambition commune : transformer durablement le capital humain de la région.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, près d'un tiers des enfants souffrent encore de retard de croissance, tandis que 65 millions de femmes sont touchées par l'anémie, compromettant à la fois la santé maternelle et les perspectives de développement des générations futures. Malgré des progrès enregistrés au cours des dernières décennies, ces indicateurs rappellent que la malnutrition demeure un frein structurel à la croissance économique, à la productivité et à la cohésion sociale. Les experts soulignent que ces déficits per-

pétuent les cycles de pauvreté et limitent fortement les capacités d'insertion des jeunes sur le marché du travail.

Dans ce contexte, l'investissement dans la nutrition et le développement de la petite enfance est présenté comme une urgence stratégique, avec des retombées économiques majeures estimées jusqu'à 23 dollars de retour pour chaque dollar investi. Un rendement qui place ces interventions parmi les plus efficaces en matière de développement humain et de création de capital humain durable.

La Conférence régionale de Lomé ambitionne ainsi de passer d'engagements politiques à des actions concrètes à grande échelle. Elle vise à opérationnaliser des interventions intégrées, à renforcer les systèmes de financement et à améliorer la production et l'utilisation des données pour guider les politiques publiques. L'objectif est également de mobiliser des ressources durables, notamment à travers les budgets nationaux, les partenariats public-privé et les mécanismes

de financement international, afin de soutenir des programmes structurants et pérennes.

Répartie sur trois jours à l'Hôtel 2 Février, la rencontre alterne sessions techniques et



conclave ministériel de haut niveau. Les échanges portent notamment sur le renforcement des plateformes de prestation de services, la formation des ressources humaines, la création d'environnements favorables, ainsi que la consolidation des systèmes de données et de redevabilité. Le dernier jour est consacré à des décisions politiques majeures avec l'adoption de cadres nationaux d'action destinés à accélérer la mise en œuvre des politiques de nutrition et de petite enfance.

L'initiative réunit un large éventail d'acteurs, dont les gouvernements de la sous-région, le Groupe de la Banque mondiale, l'UNICEF, l'OMS, le PAM, la FAO, l'UNFPA, ainsi que des partenaires bilaté-

raux, des fondations, des investisseurs privés et des organisations de la société civile. Cette diversité vise à renforcer la coordination et à bâtir des solutions multisectorielles capables d'agir sur l'ensemble des déterminants de la malnutrition.

Au-delà des engagements techniques, la conférence s'inscrit dans une vision politique portée par le Togo, qui fait de la nutrition et de la petite enfance une priorité nationale. Le pays met en avant plusieurs programmes structu-

rants, notamment des initiatives de santé maternelle, de couverture sanitaire universelle et de protection sociale, ainsi que des interventions communautaires intégrées. Ces efforts sont reconnus à travers le rôle du leadership togolais dans la promotion de la petite enfance, symbolisé par des distinctions internationales.

La rencontre de Lomé apparaît ainsi comme un moment charnière pour la région, dans un contexte où la question du capital humain devient centrale pour les trajectoires de développement. Les autorités et partenaires appellent à une action collective renforcée pour garantir à chaque enfant un meilleur départ dans la vie, condition essentielle pour bâtir des sociétés plus résilientes, productives et inclusives.

À travers cette conférence, Lomé entend s'imposer comme un espace de convergence stratégique, où les politiques publiques, les financements et les innovations convergent vers un objectif commun : rompre durablement le cycle de la malnutrition et préparer une génération mieux nourrie, mieux éduquée et mieux préparée aux emplois de demain.

La rédaction

Communiqué de presse

MIXX ACCELERE L'ADOPTION DE L'INTEROPERABILITE DANS L'UEMOA AVEC DES TRANSFERTS DE MIXX TOGO VERS LA ZONE UEMOA A 0 FCFA

Sous le dôme de la plus haute institution de la République, la commémoration de la Journée Internationale du Travail, la journée du 1er mai, a pris une dimension toute particulière à la Présidence du Conseil. Loin d'une simple célébration rituelle, l'événement s'est imposé comme une véritable ode au travail, magnifiant celles et ceux qui, par leur engagement quotidien, participent à l'édification de l'Etat et à la consolidation des institutions.

Dans une atmosphère empreinte de solennité et de reconnaissance, la cérémonie a mis à l'honneur les agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite au titre de l'année 2025. A travers la remise de trophées symboliques, c'est toute une vie de service, de rigueur et de loyauté qui a été saluée. Ces distinctions viennent consacrer des parcours professionnels entièrement consacrés au prestige de l'administration publique et à la continuité de l'action de l'Etat.

Moment particulièrement émouvant, la prise de parole du porte-parole des retraités a donné à cette célébration une profondeur humaine remarquable. Avec gravité et fierté, il a exprimé la reconnaissance de toute une génération d'agents envers l'institution et son premier responsable, Faure Essozimna Gnassingbé. « Servir au sein de la plus haute institution du pays fut une source édifian-

te au quotidien. Nous quittons ces lieux avec le sentiment du devoir accompli, exhortant nos successeurs à faire de la Présidence du Conseil une source inspirante du travail bien fait qui force l'admiration. » Une déclaration qui résume à elle seule le sens du devoir et l'héritage transmis aux générations futures.

Représentant le Président du Conseil, Madame Sandra Ablamba Johnson, Ministre et Secrétaire général de la Présidence du Conseil, a délivré un message à la fois politique et profondément humain. Elle a rappelé avec force que le capital humain demeure au cœur de la stratégie de développement national, en cohérence avec les ambitions de la Vème République fondées sur le triptyque Protéger, Rassembler, Transformer. Evoquant les distinctions honorifiques remises aux retraités, elle a tenu à souligner leur portée symbolique et humaine : « Cette cérémonie n'est pas un adieu, mais l'ouverture d'un nouveau chapitre pour une retraite paisible, après de longues années de dévouement et de sacrifices ».

Dans un appel clair à la responsabilité collective, elle a exhorté les agents encore en activité à cultiver les valeurs essentielles du service public. « patriotisme et de responsabilité », a-t-elle insisté, rappelant que la ponctualité et l'assiduité constituent les fondements du progrès administratif et

de l'efficacité institutionnelle.

La cérémonie a également été l'occasion pour le représentant du personnel de saluer les avancées sociales engagées ces dernières années. Il a notamment mis en avant l'Assurance Maladie Universelle et les programmes de transferts monétaires, qui contribuent à améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables. Réaffirmant l'engagement des agents, il a souligné leur rôle central dans la mise en œuvre de la vision présidentielle, se définissant comme la « cheville ouvrière » de cette ambition collective.

Au terme de cette célébration, une atmosphère de communion fraternelle s'est installée, mêlant respect des anciens et espoir des nouvelles générations. Les trophées remis ont agi comme des passerelles entre le passé et l'avenir, rappelant que chaque parcours individuel contribue à la grandeur collective.

A travers cette célébration du 1er mai, la Présidence du Conseil a su rappeler une vérité essentielle : lorsque le travail est porté par la discipline, le sens du devoir et la dévotion, il devient bien plus qu'une obligation — il se transforme en levier de dignité et en fondement d'un Togo résolument tourné vers le progrès.

La rédaction

OEACP-UE

HADJA MÉMOUNATOU IBRAHIMA RÉAFFIRME L'ENGAGEMENT DU PARLEMENT DE LA CEDEAO POUR LA PAIX

À l'occasion de la 1ère session de l'Assemblée parlementaire paritaire Afrique-Union européenne (OEACP-UE), qui se tient du 11 au 14 mai 2026 en Eswatini autour du thème « Le rôle des organisations régionales et de leurs parlements dans la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest », la Présidente du Parlement de la CEDEAO, Hadja Mémounatou IBRAHIMA, a livré un plaidoyer fort en faveur d'une coopération parlementaire accrue et d'une diplomatie préventive plus active pour faire face aux défis sécuritaires qui secouent la sous-région.

Prenant la parole devant les coprésidents et les membres de l'Assemblée parlementaire paritaire OEACP-UE, la présidente du Parlement communautaire a salué l'importance du dialogue politique structuré promu dans le cadre de l'Accord de Samoa, réaffirmant l'engagement du Parlement de la CEDEAO en faveur d'une co-construction institutionnelle entre parlementaires africains et européens. Pour elle, les échanges



engagés dans ce cadre constituent une opportunité stratégique pour renforcer les réponses collectives face aux crises sécuritaires, politiques et sociales qui fragilisent l'Afrique de l'Ouest.

Dans son intervention, Hadja Mémounatou IBRAHIMA a dressé le constat d'un environnement régional marqué par des défis sécuritaires complexes, aggravés par le terrorisme, l'extrémisme violent, la cybercriminalité et l'insécurité maritime. Elle a rappelé que ces menaces accentuent les vulnérabilités économiques et sociales, compromettent les conditions de vie des populations et mettent en péril la

stabilité régionale et internationale.

Face à cette situation, elle a mis en avant les mécanismes déployés par la CEDEAO pour préserver la paix et la sécurité, notamment les stratégies de lutte contre le terrorisme, les systèmes d'alerte précoce ainsi que la force en attente de l'organisation régionale, présentée comme un pilier essentiel de l'architecture sécuritaire communautaire. Selon elle, ces instruments ont permis d'accompagner les efforts de consolidation de la gouvernance politique, du respect des droits humains et de l'Etat de droit dans l'espace ouest-africain.

La Présidente du Parlement de la CEDEAO a surtout insisté sur le rôle fondamental de la diplomatie parlementaire dans la prévention des crises et des conflits. Elle a défendu l'idée d'un Parlement régional agissant comme « voix des peuples », capable de renforcer la légitimité démocratique des actions communautaires et de rapprocher les institutions des aspirations citoyennes. À ses yeux, la diplomatie parlementaire préventive demeure un outil encore insuffisamment valorisé, mais essentiel pour favoriser le dialogue politique dans les situations de blocage institutionnel.

« La paix durable ne saurait être l'apanage exclusif de l'exécutif », a-t-elle souligné, estimant qu'une stabilité durable repose également sur des processus politiques inclusifs, un contrôle démocratique effectif et la participation active des représentants élus. Dans cette logique, elle a plaidé pour une coopération plus étroite entre les parlements régionaux, à travers l'institutionnalisation de cadres de dialogue réguliers permettant l'échange de bonnes pratiques, d'expériences législatives et d'informations sur les nouvelles menaces sécuritaires.

Hadja Mémounatou IBRAHIMA a également mis l'accent sur la nécessité d'harmoniser les cadres juri-

diques et réglementaires face aux menaces transnationales, afin de renforcer l'efficacité des réponses communes. Elle a par ailleurs rappelé que l'inclusion des femmes et des jeunes dans les processus parlementaires constitue une exigence démocratique majeure et une condition indispensable à l'instauration d'une paix durable.

Réaffirmant l'importance stratégique du partenariat entre l'Afrique, les Caraïbes, le Pacifique et l'Union européenne, la présidente du Parlement de la CEDEAO a exprimé la volonté de son institution de renforcer son engagement au sein du cadre parlementaire OEACP-UE, conformément aux principes de réciprocité, de co-responsabilité et de partenariat équilibré consacrés par l'Accord de Samoa.

À travers cette intervention, Hadja Mémounatou IBRAHIMA a voulu réaffirmer la disponibilité du Parlement de la CEDEAO à œuvrer avec les partenaires africains et européens pour bâtir un espace de paix, de stabilité et de prospérité partagée, tout en mettant en lumière le rôle stratégique de la diplomatie parlementaire comme levier de prévention des conflits et de consolidation de la sécurité collective en Afrique de l'Ouest.

El Hadj Bouraïma
TCHABORE



Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre tarif routier afin de réduire le temps d'arrêt au péage

Ceci est un message de la **SAFER**

Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier **SAFER**

- 📍 Route Nationale N°1 (Agoè Cacaveli)
- 📠 Lomé-Togo BP: 8646
- ☎ Tél: (+228) 22 51 88 55
- 🌐 www.safer.tg